

SUBIR OU BLOQUER LES ATTAQUES ANTISOCIALES ?

En juillet, le premier ministre a lancé les hostilités en posant les bases de son projet de budget 2026. La petite combine du risque de démission de Bayrou ne doit pas nous aveugler. Le camp macroniste veut finir le second quinquennat sur une offensive sans précédent contre la majorité des Français en continuant à préserver les mieux nantis.

Pour combler le déficit de l'État le gouvernement a choisi de faire payer les salarié-e-s, les précaires, les jeunes, les retraité-s, les malades.

Rappelons une fois de plus que la crise du budget est davantage une crise des recettes qu'une crise des dépenses. Bayrou cherche 44 milliards mais refuse de regarder du côté des 211 milliards d'aides publiques aux entreprises (sans contrepartie), refuse les 15 à 20 milliards que rapporterait la taxe Zucman sur le patrimoine des ultra-riches, refuse d'accroître les moyens de lutte contre la fraude fiscale qui coûte entre 60 et 80 milliards par an au budget de la France...

Encore une fois le gouvernement choisit la solution de « l'année blanche » en termes de traitements des fonctionnaires, de pensions de retraites, de prestations sociales et de subventions, tout en agitant le chiffon rouge des jours fériés et de la cinquième semaine de congés payés.

Ils iront jusqu'au bout si notre réaction collective n'est pas massive !

Les pistes de budget présentées le 15 juillet par le premier ministre ont été immédiatement et unanimement condamnées par toutes les organisations syndicales :

- La **baisse des salaires** des fonctionnaires en euros constants. **Inacceptable !**
- La **suppression de 3000 postes** de fonctionnaires et le non-remplacement d'un fonctionnaire sur trois (donc un sur deux dans beaucoup de services hors armée, police...)... **C'est non !**
- **Baisse**, en euros constants, **des pensions** pour les retraité-es. **Inacceptable !**
- **Stigmatiser** une nouvelle fois **les malades** et les victimes en **augmentant** le reste à charge des **soins et médicaments**... **C'est non !**
- La **baisse** (en euros constants) **des allocations familiales**, des aides au logement, de l'allocation adulte handicapé, bourses d'études, et du RSA. **Inacceptable !**
- Stigmatiser une nouvelle fois les demandeuses et demandeurs d'emploi avec une nouvelle **baisse drastique des droits au chômage**... **C'est non !**
- La **baisse du budget** de tous les **services publics**, et la **diminution des moyens** des établissements publics. **Inacceptable !**
- **Remise en cause**, par sa monétisation, de la **cinquième semaine de congés payés**, remise en cause tous azimuts des droits des salarié-es... **C'est non !**
- La **suppression de deux jours fériés** ou "le travailler plus pour gagner moins"... **Inacceptable !**

Nous exigeons :

- des moyens budgétaires à la hauteur des missions des services et des politiques publiques ;
- des mesures pour lutter contre la précarité et renforcer la solidarité ;

- des investissements dans une transition écologique juste et la réindustrialisation de la France et des mesures contre les licenciements ;
- la justice fiscale, avec la mise en place de dispositifs qui taxent les gros patrimoines et les très hauts revenus, encadre le versement des dividendes et conditionnent fortement les aides aux entreprises ;
- une protection sociale de haut niveau et l'abandon de la retraite à 64 ans.

La FSU Culture appelle à soutenir toutes les mobilisations visant à contrer ces attaques antisociales et à empêcher l'adoption du plan Bayrou et ce dès le 10 septembre. C'est le moment pour revendiquer un autre budget, une autre politique.

La FSU Culture souhaite que le 10 septembre soit une première journée de mobilisation qui permette aux personnels de s'exprimer et de revendiquer un autre budget et une autre orientation à même de répondre à l'urgence sociale et climatique.

C'est pourquoi la FSU Culture, avec la CGT et Solidaires, dépose un préavis de grève du 10 au 30 septembre 2025 pour l'ensemble des agents du ministère de la Culture, y compris ceux de ses établissements sous tutelle.

Pour en savoir plus :

<https://stopbudgetbayrou.fr/>

Et je signe la pétition et demande l'abandon du projet « Bayrou » :

<https://chnng.it/tG6Bxcpxh>

Déjà 375 000 signataires...